

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°976 du 24 Novembre 2008

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

SOMMET DES VINGT : CE N'ÉTAIT PAS L'HIMALAYA !

Certains naïfs avaient peut-être pensé qu'il suffirait de réunir vingt chefs d'Etat à Washington pour sauver l'économie mondiale. Notre Président lui-même avait, dit-on, obtenu de George BUSH la convocation de cette assemblée qui devait être "historique".

Après les illusions, voici les déceptions.

On a beaucoup parlé, et dit beaucoup de sottises. On n'a rien décidé, ce qui n'est pas pour déplaire à ceux qui se méfient des initiatives et des cadeaux des hommes politiques.

On n'a rien décidé, pour la bonne raison que le principal acteur n'a pas fait son entrée en scène. Le futur président Obama était dans la coulisse, mais à vrai dire on ne sait rien de ses projets précis dans le domaine de la politique économique internationale. Sans doute a-t-il tenu des discours très protectionnistes pendant la campagne, au point d'alarmer les plus éminents économistes américains, Gary BECKER en tête. Sans doute s'est-il engagé à soutenir l'industrie automobile américaine – mais ce propos est devenu banal dans le monde entier. Mais depuis son élection il a envisagé de revenir à la rigueur monétaire, et il n'a pas remis en cause le principe général du libre-échange. Ses "amis" de Wall Street ne peuvent se passer de la mondialisation.

On n'a rien décidé non plus parce que l'analyse de la crise ne fait pas l'unanimité parmi les politiciens. Pour les uns, il s'agit d'une crise du capitalisme qui a besoin d'être "refondé" voire rejeté ; pour les autres, il s'agit d'une récession qui peut être atténuée par des politiques de relance ; pour quelques-uns (minoritaires), il s'agit d'une crise de l'Etat Providence. Personne en tous cas ne voit clairement l'issue du problème, et pour paraître dominer la situation et sauver sinon l'économie du moins la face, nos vingt chefs d'Etat se sont défaussés sur le Fonds Monétaire International, tout en rejetant la tentation de compromettre la mondialisation. On les comprend : la mondialisation est devenue le pilier de toutes les économies développées ou émergentes ; il est impensable de la supprimer par décret.

Enfin, sans être des économistes confirmés, les chefs d'Etat savent bien que la mise en place d'une politique économique, commerciale et financière mondiale, en contrepoids de la mondialisation libre-échangiste, prendrait – à supposer qu'elle fût acceptée – des dizaines de mois, sinon d'années. Ils ont donc décidé de ne rien décider, de se "hâter lentement", et la prochaine rencontre se tiendra dans six mois...

Si rien n'a été réellement décidé, beaucoup de choses se sont dites, et l'on a entendu des discours et tenu des propos d'un autre monde : celui de l'ignorance économique.

Il y a d'abord le "tout FMI". On aurait donc chargé le Fonds Monétaire International de jouer les Saint-Bernard des pays et secteurs en détresse. On a magnifié le rôle du FMI au secours de la Georgie, feignant d'ignorer que les malheurs de ce pays viennent des pressions du grand voisin, et que l'engagement du FMI (750 millions de dollars) est une goutte d'eau dans l'océan des déficits mondiaux. Pour remplir cette mission nouvelle, il faudrait que le FMI dispose lui-même de ressources importantes, constituant un genre de "fonds souverain mondial". Mais qui va abonder ce fonds ? Les Américains ? Les riches pétroliers (qui ont aussi perdu quelque argent dans l'affaire) ? Les Russes (en faillite) ? Le FMI va-t-il émettre de la fausse monnaie comme il le fit jadis avec les "droits de tirage spéciaux", prêtant bien plus qu'il n'avait en réserve ?

Derrière le FMI, il y a eu le triomphe verbal et verbeux des keynésiens, et à leur tête Dominique Strauss Khan, trop heureux de donner dans les médias les mêmes cours de dirigisme keynésien qu'il assénait jadis à ses étudiants, avec vingt ans de décalage par rapport à la science économique : nécessité de la relance, grands travaux, soutien des entreprises et des secteurs en difficulté, redistribution et programmes "sociaux", etc. Aujourd'hui on n'entend plus parler que de "relance", alors que l'on sait que les dépenses publiques ne débouchent que sur les déficits, l'endettement, l'inflation et le chômage.

Il y a eu enfin des accents nationalistes et colbertistes qui ne trompent pas. Les fonds souverains sont à la mode, notamment en France, et la plupart des chefs d'Etat présents au sommet ont conclu que la relance, pour souhaitable qu'elle fût, ne pouvait s'organiser au niveau mondial. Les Chinois vont faire la relance à leur manière, les Indiens aussi, les latino-américains de même, et l'Europe n'est pas très unanime, puisque Madame Merkel est réticente à subventionner Opel, filiale de General Motors. Le gouvernement économique mondial n'est pas pour demain. Les Etats vont-ils profiter de l'aubaine pour reconstruire leur souveraineté économique mise à mal par la mondialisation ?

Il ne faudrait pas que le soutien de l'industrie automobile, au demeurant inutile, coûteux et injuste, devienne le prétexte à toutes les subventions (surtout quand elles n'ont d'autre financement que les impôts, les déficits et la dette.

Ainsi, derrière des discours aussi trompeurs qu'inconscients, se cache une invalidité intellectuelle et politique assez troublante. Comme je l'ai déjà dit, je crains dans la conjoncture actuelle les interventions des Etats. S'ils sont impuissants à agir au niveau mondial, ce que prouve ce sommet, tant mieux. S'ils se croient assez puissants pour agir à leur seul niveau national, tant pis pour eux : la mondialisation les remettra tôt ou tard à leur place. Leur place est ailleurs que dans l'économie, et surtout pas dans ces domaines que sait très bien ordonner la société civile, qui pour sa part n'a besoin que de liberté.

Jacques Garello

Conjoncture

LA CHINE PRÊTE POUR LA RELANCE

Il y a un mois, nous posions la question : « La Chine bientôt en récession ? ». Un mois plus tard, il nous faut y revenir, car la Chine, face au léger recul de sa croissance, a mis au point un plan de relance typiquement keynésien de 454 milliards d'euros. A l'occasion des sommets mondiaux, les dirigeants chinois auraient-ils été influencés par leurs nouveaux amis occidentaux, récemment convertis à l'étatisme ? En tout cas, le keynésianisme est le plus sûr moyen pour accentuer la crise que l'on prétend combattre. S'ils persévéraient dans cette voie, les Chinois feraient le mauvais choix : de quoi inquiéter le monde entier.

Ne pas tomber en dessous de 8% de croissance

Les choix du gouvernement chinois ont en effet un poids décisif. La Chine est le pays le plus peuplé de la planète et va ravir la seconde place aux Américains dans les exportations mondiales et la troisième aux Allemands dans la production mondiale. Cette promotion est bien la preuve que les pays peuplés et pauvres au départ peuvent progresser et devenir rapidement des pays émergents. D'autre part, les orientations économiques constituent dans ce pays un enjeu politique majeur, puisqu'il y a un équilibre précaire entre une économie de marché et un système de parti unique : de quel côté la balance va-t-elle pencher ?

Mais voici que la Chine est touchée, comme d'autres, mais moins que d'autres, par le ralentissement économique mondial. Le taux de croissance, qui était de l'ordre de 11%, vient de passer en rythme annuel en dessous des 10% (9,9%) et les prévisions du FMI sont de 9,7% pour 2008 et de 9,3% pour 2009 : le recul est réel, mais parler de récession comme le font certains, est ridicule. Pourtant les Chinois se sont persuadés, ce que répètent à l'envi les grands médias

occidentaux, que si la croissance descend en dessous de 8%, la situation sociale sera explosive et le chômage progressera, l'économie industrielle ne pouvant absorber, avec moins de 8% de croissance du PIB, les millions de paysans quittant les campagnes pour les villes.

Cette thèse ne repose sur rien de certain, mais les dirigeants chinois craignent malgré tout que le ralentissement actuel soit dangereux pour leur "stabilité" politique. Comme beaucoup d'entre eux ont étudié en Occident, où le discours universitaire dominant est largement keynésien, ils ne voient de salut que dans un plan massif de relance.

Une politique monétaire active de baisse du taux d'intérêt

Le plan est impressionnant : 455 milliards d'euros, soit 4000 milliards de yuans. Cela représente 7% du PIB chaque année au cours des deux années à venir, ce qui est considérable. Le cabinet du premier ministre chinois en précise l'esprit : « La Chine a décidé d'adopter une politique budgétaire active et de relâcher modérément sa politique monétaire, afin d'encourager une croissance économique soutenue, en renforçant la demande intérieure » : on ne saurait trouver meilleure définition d'un plan keynésien.

Déjà, la Chine avait diminué trois fois en trois semaines les principaux taux d'intervention de la banque centrale chinoise et ce recul devrait se poursuivre. Sur ce point, c'est l'application stricte de la thèse keynésienne suivant laquelle l'investissement productif dépend du taux d'intérêt et qu'il suffit de baisser celui-ci, en créant de la monnaie, rendant le crédit moins cher et plus abondant, pour relancer l'investissement, composante de la demande globale.

On sait ce qu'il en est advenu aux Etats-Unis où cette politique de laxisme monétaire est à l'origine de la crise des subprimes. Utiliser ce qui a provoqué la maladie pour la soigner est original. Une politique monétaire active n'a jamais provoqué que de l'inflation et de toute façon on voit mal comment l'investissement pourrait encore progresser, alors qu'il atteint 40% du PIB. En tous cas, ce n'est pas quelques dixièmes de points d'intérêt en moins qui changeront la donne. Notre analyse, c'est que cette partie du plan relancera l'inflation, à un moment où les tensions inflationnistes n'ont pas totalement disparu.

Une politique budgétaire pour relancer la demande publique et privée

L'essentiel du plan concerne bien sûr le budget. Des centaines de milliards de dépenses supplémentaires sont prévus, essentiellement pour les investissements publics, les infrastructures ferrées, routières, portuaires, mais aussi la modernisation du réseau électrique, la logement, voire la protection de l'environnement. Que certaines de ces dépenses puissent être utiles en elles-mêmes est une question différente de savoir si elles vont relancer l'économie. Mais les dirigeants chinois ont aussi cédé aux pressions du monde entier qui leur recommandait de relancer leur consommation intérieure, autre composante de la demande globale, et même leur protection sociale, car son absence conduirait à une forte épargne (comme si on pouvait se plaindre d'une forte épargne). Mais, mutisme chinois oblige, on ne sait rien de la part de chaque dépense.

Le paradoxe, c'est que la Chine détient les réserves en dollars les plus importantes du monde. Elle ne les a jamais utilisées, de peur d'avoir à réévaluer le yuan – et les Chinois pensent que la sous-évaluation du yuan est une arme pour exporter davantage (les prix exprimés en monnaie chinoise étant ainsi abaissés). Une baisse des taux d'intérêt va donc accentuer encore le caractère artificiel du taux de change.

Tout ce que les Chinois vont perdre avec leur plan c'est le bénéfice de dix ans de redressement de leurs finances publiques. Ils étaient revenus à l'équilibre budgétaire en 2007; ils reviendront à un déficit majeur. Personne ne s'inquiète du financement de ces dépenses publiques. Or, cela se traduit par une hausse d'impôts ou par des emprunts accrus, réduisant ainsi le niveau d'activité dans le secteur privé.

Finalement, les Chinois se préparent à remplacer les exportations et les investissements productifs, vrais moteurs de la croissance, par la consommation intérieure et les dépenses publiques, qui détruisent la croissance au lieu de la soutenir.

Ce plan ne servira à rien ; plus vraisemblablement, il aboutira, comme tous les plans keynésiens de relance, à plus d'inflation et, finalement, à moins de croissance. Les Chinois n'ont pas été très avisés d'écouter ceux qui avaient échoué dans leurs propres pays.

DURÉE DU TRAVAIL HEBDOMADAIRE : LE PARLEMENT EUROPÉEN REVIENT A LA RIGIDITÉ

On trouve de tout dans les textes votés par le Parlement européen, mais dans l'ensemble leur tonalité est plutôt libérale, surtout dans le domaine de l'ouverture des services publics à la concurrence, à l'exception notable des eurodéputés français, qui votent tous contre toute libéralisation. Mais cette fois, peut-être entraînés par l'hystérie antilibérale actuelle, voici que les eurodéputés sont partis dans la mauvaise direction.

Il s'agit du sempiternel débat sur la durée du travail. Depuis bien longtemps, la législation européenne fixe à 48 heures la durée maximale du travail. C'est le cas général. Il a l'avantage de la souplesse, car il ne fixe aucune durée légale (qui d'ailleurs n'existe pas dans de nombreux pays, contrairement aux 35 heures à la française) ; chaque pays, mieux, chaque branche, voire chaque entreprise, s'arrange à l'intérieur de ce cadre.

Mais l'autre avantage de ce texte, c'est qu'il prévoit ce que l'on appelle « l'opt out », système qui permet de déroger à cette durée maximale du travail. Cette disposition avait été prise à la demande des Anglais : les travailleurs britanniques, grâce à cette dérogation, à titre individuel, et bien sûr avec leur accord, peuvent travailler jusqu'à 60 ou 65 heures par semaine. Cela semble le bon sens même, pour tenir compte de tous les cas particuliers, et, dans la mauvaise situation économique actuelle, cette flexibilité est une excellente arme pour favoriser la reprise.

Les gouvernements européens s'étaient entendus pour reconduire cette mesure, qui était réputée provisoire, lors du conseil du 10 juin à Luxembourg. Il fallait que ce projet de directive sur le temps de travail soit également approuvé par le Parlement européen.

La commission de l'emploi et des affaires sociales du parlement s'est donc saisie du texte courant novembre et, à la surprise générale, a rejeté ce projet de directive, essentiellement à cause de cette possibilité de dérogation. Pourtant, de nombreux gouvernements étaient pour et les Anglais en font une exigence absolue.

Le rejet est clair et net, puisque, en commission, les députés ont adopté le rapport du socialiste espagnol Alejandro Cercas, qui proposait de supprimer cette dérogation, qu'il juge contraire aux traités, car cela autoriserait à appliquer les lois sociales à la carte, selon la volonté de chaque Etat. En outre, cela revient selon lui à pérenniser une clause exceptionnelle, donc provisoire. Or ce rapport, proposant de mettre fin à l'opt out, donc de rejeter le projet de directive, a été adopté par 35 voix contre 13 et 2 abstentions.

Bien entendu, rien n'est joué, car il y a encore deux autres filtres.

Le premier, c'est qu'il ne s'agit que d'un vote en commission ; le parlement examinera le texte en séance plénière à Strasbourg le 16 décembre. On verra alors si l'ensemble des eurodéputés avalise la fin de l'opt out. Si les députés votent en sens contraire et acceptent la directive, cela va pérenniser l'opt out ; mais s'ils suivent le rapporteur espagnol et la commission des affaires sociales, le projet reviendra au conseil des ministres, car le système européen, fort complexe, prévoit une codécision du conseil et du parlement.

Si le conseil des ministres cède au vœu des députés, cela en sera fini de l'opt out ; s'il maintient son texte initial, on est reparti pour un nouveau vote et ainsi de suite pour trois fois au maximum. A la fin, si personne ne veut céder et que le parlement rejette la directive, celle-ci n'est plus appliquée et l'Angleterre devra s'aligner sur les 48 heures maximum.

Rien n'est donc joué et tout peut survenir dans ce processus si complexe, avec des députés souvent fort loin des réalités économiques du terrain. La fin de l'opt out signifierait qu'ici aussi on s'engage sur plus d'uniformisation, plus de régulation, plus de centralisation, donc moins de liberté, ce qui n'est bon ni pour l'économie en général, ni pour l'emploi en particulier. On s'éloignerait de l'Europe libérale pour se rapprocher de l'Europe des politiques communes obligatoires. On sait les résultats brillants de ces politiques, depuis l'agriculture jusqu'à la sidérurgie, en passant par le droit du travail...

LES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE, MANUFACTURES ROYALES

Pour développer l'industrie française face aux Anglais, Colbert avait créé les manufactures royales. Cette grande tradition de l'Etat entrepreneur s'est perpétuée depuis quatre siècles, elle a connu son apogée en 1981 avec les nationalisations massives opérées par MITTERRAND.

Aujourd'hui l'Elysée renoue avec Versailles, et les Chantiers de l'Atlantique sont élevés au rang de manufacture royale : la nationalisation des Chantiers est désormais un fait et elle est financée par le "fonds souverain". A manufacture royale fonds souverain : c'est logique !

C'est bien l'Elysée qui a géré ce dossier en direct, et l'annonce de la bonne nouvelle a d'ailleurs été faite par un communiqué de la présidence. Revenons aux faits.

Le président de la République était allé en personne « rassurer » les ouvriers des chantiers, inquiets des mesures prises par les propriétaires des Chantiers, ces Coréens qui détenaient 75% des parts par l'intermédiaire de la société STX Europe tandis que 25% appartenaient à Alstom.

La Présidence de la République a imposé son diktat aux Coréens et a exigé une augmentation de capital : l'Etat va donc investir 110 millions d'euros pour souscrire à cette augmentation de capital, après avoir déjà racheté une partie des actions possédées par Alstom, pour aboutir au schéma suivant : 50,01% des actions à STX Europe, 33,34% pour l'Etat français et 16,65% pour Alstom, qui a été naguère "sauvée" elle aussi par l'Etat.

Mais même sans les parts d'Alstom, l'Etat français dispose largement de la minorité de blocage et peut faire valoir ses exigences. La gourmandise de l'Etat a été croissante, puisqu'au départ, Nicolas Sarkozy avait annoncé qu'il prendrait « seulement » 9% du capital, plus éventuellement une préemption sur les actions détenues par Alstom (25% au départ) ; ce qui aurait fait presque 34% pour l'Etat (comme aujourd'hui), mais 66% pour les Coréens. Avec le système annoncé cette semaine, l'Etat est bien à 34%, mais son allié d'Alstom est toujours là, leur permettant de réduire les Coréens à 50,01%... en attendant peut-être mieux un jour.

Inutile de dire que les syndicats ont applaudi à cette décision : un signe toujours inquiétant ! Mais il y a mieux. L'accord ne prévoit pas seulement cette opportune augmentation de capital en faveur de l'Etat français ; François Fillon a précisé que « dans l'accord, une clause très importante de non-concurrence a été négociée qui aboutit à ce que les paquebots ne puissent être construits que sur le site de Saint-Nazaire ». Donc non seulement on nationalise partiellement, mais aussi on supprime une éventuelle concurrence ou une délocalisation et on indique à l'entreprise (encore privée, même si c'est à 0,01% près) ce qu'elle est obligée de faire ! Nous ne sommes pas sûrs que les Coréens -ou d'autres- s'aventurent encore à investir dans un pays manifestement devenu socialiste.

Mais il y a encore mieux : cette participation sera le premier actif identifié qui rejoindra le fonds souverain français annoncé par Nicolas Sarkozy, dès qu'il aura été créé. Mercredi dernier, en visite dans le Loir et Cher, le Président a expliqué l'urgence de ce fonds souverain, dont la dotation serait de 20 milliards d'euros. Où va-t-on prendre cet argent ? Nécessairement on devra puiser dans les maigres ressources d'épargne encore disponibles à travers la Caisse des Dépôts et Consignations (c'est-à-dire Caisses d'Epargne et Banque Postale), et les investissements privés seront diminués d'autant. Nous voici à nouveau en plein Bastiat : on voit le fonds souverain qui investit et "sauve" les entreprises rejetées par le marché mais élues par l'Etat, et on ne voit pas le manque d'investissements des entreprises privées désireuses de s'adapter par leurs propres efforts.

Nous nous alignons sur les Etats autoritaires, voire totalitaires, qui s'amuse à détruire le capitalisme de l'intérieur grâce à des fonds possédés par les Etats. Il est vrai qu'eux achètent des entreprises étrangères, tandis que nous nous nationalisons ainsi des entreprises françaises.

La CGT est aux anges. La CFDT trouve même que « cela va plus vite que prévu ».

Si c'est dans cet esprit que Nicolas Sarkozy entend « refonder le capitalisme », nous pouvons faire remarquer respectueusement à notre monarque qu'il se trompe d'époque et qu'à trop écouter Colbert, il nous ramène en 1936, 1945 ou 1981: tout y est, même l'appui des communistes via la CGT.

VACLAV KLAUS VA-T-IL BOULEVERSER L'EUROPE EN 2009 ?

Il se joue depuis des mois en coulisse un bras de fer qui pourrait se révéler essentiel pour l'Union Européenne. Nous en avons déjà conté certains épisodes. Tant que le traité de Lisbonne ne sera pas adopté par tous, on restera dans le cadre des traités antérieurs, ce qui signifie en particulier une présidence tournante pour l'Union Européenne, tous les six mois. Ce semestre, c'est la France qui préside (Nicolas Sarkozy en est indiscutablement très fier et ne se prive pas de le faire savoir, exerçant ce pouvoir, a priori collégial, de manière très personnelle, ce qui irrite nos partenaires, Allemands en tête). Le premier semestre 2009, ce sera le tour de la République Tchèque et le second semestre de la Suède.

Habituellement, cela ne soulève aucun problème : de tout petits pays succèdent aux plus grands, des présidents de droite à des présidents de gauche, des libéraux à des socialistes : c'est le jeu admis par tous ; à 27, c'est la diversité qui domine. Or, voilà que depuis des mois, sous prétexte de la crise actuelle, la France s'agite en coulisse. Elle fait d'abord valoir que le cœur de la refondation financière passe par l'euro et la BCE, aux côtés des organismes internationaux comme le FMI. Or, ni la République Tchèque, ni la Suède n'appartient à l'euro. Ils devraient donc se montrer discrets, voire s'effacer face à ceux qui ont fait « le bon choix ». D'où l'idée française, que nous avons expliquée, de renforcer les organes de la zone euro (l'euro groupe, présidé actuellement par le premier ministre du Luxembourg), pour remplacer les réunions des 27 par celles de la seule zone euro, et, pour faire bonne mesure, d'en confier la présidence à la France. Tollé de tous nos partenaires devant ces exigences françaises invraisemblables, contraires à tous les textes.

Le fond du problème, c'est que le Président Tchèque, Vaclav Klaus, qui passe pour un « eurosceptique », n'est en réalité qu'un pourfendeur de la bureaucratie européenne, opposé au traité de Lisbonne, et grand libéral membre par exemple de la Société du Mont Pèlerin. Il est donc très opposé aux grandes négociations internationales visant à « refonder le capitalisme », à « réguler la finance mondiale », à « renforcer le rôle du FMI » et autres propositions socialisantes. Or, comme président de l'UE à partir du 1^{er} janvier, c'est lui qui devrait représenter l'Europe lors des grandes rencontres suivant celle qui vient d'avoir lieu le 15 novembre aux USA. En effet, il faudra attendre la prise de fonction d'Obama pour passer aux vraies décisions.

Certes, les Tchèques ne décideront pas seuls ; mais que le « chef de délégation » de l'UE soit un libéral, voilà qui est intolérable dans l'hystérie actuelle anticapitaliste. Mais Vaclav Klaus, que les rédacteurs de cette lettre, et surtout Jacques Garello, connaissent bien, n'est pas homme à céder sur ses convictions profondes. Certes, son gouvernement a paru hésiter sur le traité européen, bien qu'il soit du même parti que lui. Le premier ministre tchèque Mirek Topolánek, a paru fléchir en faveur du traité, parlant de « mal nécessaire ». Il avait même promis à Angela Merkel une ratification avant la fin de l'année. Mais le processus a été reporté, à la demande du président Klaus, qui veut s'adresser à la Cour constitutionnelle et en attendre le verdict.

Pour l'instant, le président Klaus est passé par l'Irlande la semaine dernière : autre pays ayant refusé le fameux traité. Il y a rencontré le gouvernement, favorable au traité, mais aussi le leader du non qui l'a emporté au referendum, Declan Ganley, lui-même entouré de tout un ensemble d'eurosceptiques, Philippe de Villiers compris ! Au point que l'on parle d'une "coalition du non". N'oublions pas, pour compliquer le schéma, que les élections européennes auront lieu en juin, pendant la présidence tchèque, et qu'elles sont traditionnellement assez favorables (proportionnelle aidant) à l'expression d'un mécontentement vis-à-vis de l'Europe de Bruxelles. En outre, la commission européenne elle-même doit être renouvelée après ces élections de juin. Pour mettre un peu d'ambiance, Vaclav Klaus a ajouté que pendant sa présidence de l'UE, le drapeau européen ne flotterait pas sur sa résidence, son pays « n'étant pas une province de l'UE ». Voilà pourquoi certains, France en tête, tirent à boulet rouges sur un homme qui n'est pas politiquement correct. Les Français lui suggèrent même de « passer son tour ». Voilà enfin qui annonce une année européenne 2009 passionnante.

LA FACTURE DE GRENELLE

Nous n'avons cessé de dénoncer ici les folies du Grenelle de l'environnement, où l'on a cédé à presque toutes les demandes des khmers verts et surtout de Nicolas Hulot, nouveau maître à penser de la France. Le public dans un premier temps a été assez indifférent, voire favorable : qui ne serait pour l'air pur et les petits oiseaux, pour la beauté de la nature et les eaux non polluées ? Quand on a commencé à passer aux mesures concrètes, l'unanimité s'est rompue : on l'a vu à propos du bonus malus, donc de nouveaux impôts, étendus à de nombreux produits.

Une nouvelle étape essentielle a été franchie cette semaine, avec le chiffrage du projet : le coût est estimé à 440 milliards d'euros ! Notons d'ailleurs que Le Figaro-Economie emploie l'expression « investissement », alors que Les Echos parlent de « coût », ce qui est un terme beaucoup plus exact. C'est en tous cas un chiffre officiel, bien sûr estimé sur plusieurs années, une dizaine, le temps de mettre en œuvre toutes les mesures entre 2009 et 2020. A titre de comparaison, rappelons que le budget de l'Etat s'élèvera en dépenses en 2009 à 350 milliards (y compris les prélèvements pour les collectivités locales et l'UE). 440 milliards, même en dix ans, ce n'est donc pas rien !

Un des postes les plus coûteux porte sur la rénovation thermique dans les bâtiments anciens, les logements sociaux et les bâtiments publics (192 milliards, plus 13 milliards pour l'amélioration de l'habitat neuf). Il s'agit en particulier de réduire de 38% les consommations d'énergie du parc de logements. Pour sa part le développement des énergies renouvelables, coûte 115 milliards. A-t-on besoin de 115 milliards d'euros, pour ce développement, alors que la hausse des prix des énergies non renouvelables qui s'épuisent, comme le pétrole, devrait spontanément y conduire, et aux moindres coûts ? Le marché et les entrepreneurs sont assez grands pour saisir les opportunités de profit futur qui se présentent.

On notera aussi 97 milliards pour le développement des infrastructures de transports, par exemple 5000 kilomètres de lignes TGV, une rénovation des lignes existantes et 1500 km de transports en commun en site propre. Pourquoi pas, mais à condition de ne pas oublier que ces marchés sont ouverts à la concurrence et que c'est aux entreprises à apprécier s'il y a un marché suffisant. En outre, pour promouvoir le TGV, il nous semblerait beaucoup plus utile et moins coûteux de calmer un peu les syndicats, car 5000 km en plus et en grève, cela ne sert pas à grand-chose. Passons pour mémoire sur les 23 milliards de protection de la biodiversité et des milieux aquatiques, qui se résument souvent à dépenser des fortunes pour permettre à des hérissons ou à quelques grenouilles de traverser tranquillement sous les autoroutes... sans risquer de se faire écraser, grâce à des « corridors écologiques ».

Bien entendu, tout ne devrait pas être payé par l'Etat seul, donc par le contribuable national, nous dit-on. Certes, mais qui d'autre paiera ? Les collectivités locales, donc à nouveau les contribuables, et finalement les ménages eux-mêmes, qu'on obligera à s'endetter pour réaliser les travaux des économies d'énergie dans les logements. Il est quand même extraordinaire qu'on se soit préoccupé de ces mesures (268 mesures tout de même) il y a un an et qu'il ait fallu un an pour réaliser qu'elles avaient un coût. Certes, on nous explique qu'elles auront aussi beaucoup d'avantages.

Le premier, c'est de provoquer une « formidable relance dont notre économie a tant besoin ». C'est en effet une recette infallible que d'accroître les dépenses publiques, de faire des grands travaux pour relancer l'économie. C'est ce que proposait déjà Keynes dans les années trente et c'est ce que faisait au même moment Roosevelt avec le New deal et les grands travaux. Or toutes ces politiques, et celles qui ont suivi, comme la relance Mitterrand de 1981, se sont terminées en catastrophe, faisant exploser les déficits publics, qui n'en ont pas besoin, surtout aujourd'hui, provoquant de l'inflation et créant un chômage massif. Le rapport a beau annoncer 535 000 emplois « créés ou maintenus », formule très ambiguë, on n'en sait rien en réalité. Après les centaines de milliards pour « sauver les banques », ajouter 440 milliards pour « sauver l'environnement », cela fait beaucoup pour « un Etat en faillite », comme aime à le dire François Fillon.

SUR VOS AGENDAS : LA RENCONTRE DU 2 DÉCEMBRE

La dernière Lettre vous a annoncé cette réunion. Nous espérons que vous en aurez retenu la date, l'heure et le lieu. Mais vérifiez bien sur votre agenda que vous avez enregistré

Mardi 2 décembre à 18 heures 30

A la Maison de la Chimie, 28 Rue Saint Dominique (VI^o) Métro : Invalides

Retraites : la capitalisation est, et restera, le bon choix

Nous vous rappelons également que les communications seront celles de :

Jacques Garelo et Georges Lane,

auteurs de l'ouvrage

"Le futur des Retraites : la capitalisation", onm 0 Tw [(IF c)A